

L'impôt—Loi

nous avons demandé de mettre en valeur nos gisements pétroliers; et le gouvernement leur demande d'acquitter des redevances sur le pétrole et le gaz, et en tordant ainsi le cou de la poule aux œufs d'or, nous l'étranglons.

Permettez-moi de vous donner un exemple. Je ne crois pas que tous les députés savent ce que veut dire une compagnie lorsqu'elle affirme: «Vous avez épuisé ma capacité de financement. Par conséquent, je ne peux pas exploiter le projet». Laissez-moi vous expliquer ce que cela veut dire. Supposons que je vous propose d'acheter une maison à \$500,000. Supposons que je vous dise: «Prenez possession de cette maison dès demain et vous n'aurez pas à payer le loyer pendant un mois. De plus, je ne vous demande pas d'acompte. Je vous le promets par écrit». Qu'est-ce que vous allez croire, monsieur l'Orateur? N'est-ce pas merveilleux monsieur l'Orateur? Ce l'est moins quand on sait qu'il faudra verser \$10,000 par mois pour rembourser le capital et les intérêts. Alors on regarde ses entrées de fonds pour savoir si son salaire suffira. Et l'on s'aperçoit que non.

Il n'y a pas de différence entre cette situation et le fait d'espérer qu'une compagnie comme Imperial Oil investisse 13 milliards de dollars dans un projet. Imperial Oil ne prendra pas les 13 milliards à même ses liquidités; elle devra, comme elle le dit, emprunter cette somme sur le marché. Cet argent sera vite employé et il faudra commencer à rembourser. On n'emprunte pas sans intérêt jusqu'à ce que l'usine soit construite, pour ensuite rembourser l'argent. Les intérêts s'accumulent. Il faut que les intérêts et le capital soient garantis par les liquidités de la compagnie. Mais la compagnie n'aura pas de liquidités avant au moins les cinq années qu'il aura fallu pour construire l'usine.

Dans un cas semblable, les sociétés disent clairement: «Bien entendu, nous voudrions construire ces usines.» L'Impériale voudrait construire l'usine à Cold Lake. Toutes ces sociétés veulent construire des usines pour assurer la sécurité énergétique du Canada. Les conseils d'administration de ces sociétés sont composés de Canadiens. Les ingénieurs qui travaillent aux projets sont des Canadiens et les directeurs aussi. Une fois le projet lancé, des actions seraient mises en vente sur le marché et un bon nombre de ces actions seraient achetées par des Canadiens et des caisses de pension. Je trouve cela renversant qu'une société soit prête à investir 13 milliards de dollars au Canada pour mettre au point de nouvelles techniques et tirer 140,000 barils de pétrole par jour des sables bitumineux et qu'une autre usine appelée Alsands à Fort McMurray soit prête à investir 13 milliards de dollars de son côté pour extraire encore 140,000 barils par jour grâce à un procédé minier. Dans quatre ans, ces projets pourraient donner près de 300,000 barils de pétrole par jour au total pour remplacer le pétrole que nous importons maintenant du Venezuela et du Mexique. Mais que faisons-nous? Nous exportons notre argent et nos emplois à l'étranger. Cela dépasse l'entendement.

Le groupe Alsands a répété à maintes reprises qu'il veut une juste rémunération de ses capitaux, tout comme s'il plaçait son argent en obligations du gouvernement qui ont un rendement garanti de 19 p. 100, ou un rendement sur placements à long terme de 15.5 p. 100 comme le gouvernement en paie quand il lance une émission. Le groupe Alsands dit qu'il lui faut un rendement intéressant sur ses capitaux, mais qu'il n'a pas les liquidités nécessaires pour réaliser le projet parce que pendant les quatre années que la construction de l'usine va durer, il lui faudra rembourser le principal et verser les intérêts sur

l'emprunt. C'est le service de la dette. Pas un établissement, pas un gouvernement ne va avancer l'argent en disant: «Ne vous inquiétez pas des intérêts, nous n'en exigeons pas tant que l'usine n'aura pas été construite.» Comme tout le monde sait, ce n'est pas ainsi que les choses se passent.

Est-ce que les sociétés disent la vérité? Bien sûr que si. Prenez n'importe quel rapport de gestion des grosses sociétés canadiennes. Tout le monde peut voir ce qui leur est arrivé l'an dernier. Certaines sociétés ont vu leurs bénéfices tomber de 75 p. 100. Elles n'ont pas les liquidités nécessaires au service de leur dette. Donc, elles n'ont pas les moyens de réaliser leurs projets. Le gouvernement est en train d'étouffer la poule aux œufs d'or.

● (1740)

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) s'entretient à l'heure actuelle avec les sociétés pétrolières dans un dernier effort pour sauver le projet Alsands à Fort McMurray. Nous pouvons faire une croix sur le projet de Cold Lake qui est relégué aux oubliettes. Il ne sera pas mis en chantier avant au moins trois autres années. Le gouvernement a consenti 40 millions de dollars pour renflouer l'Imperial Oil pendant quelques mois afin que celle-ci puisse procéder à certaines négociations; cette somme ne sera remboursée au gouvernement que si l'usine est mise en chantier dans un an. Cette année prend fin au mois de juin. Je l'ai noté sur mon calendrier; nous verrons bien alors.

La taxe sur les revenus pétroliers et gaziers a été catastrophique pour le secteur pétrolier, le seul secteur viable et vigoureux au Canada. Le Conseil économique du Canada a très clairement fait savoir que ce secteur était le seul qui amènerait la relance économique du Canada. Mais le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources s'est attaqué à ce secteur avec son Programme énergétique national. Il est en train d'étouffer le secteur. Il cherche à tuer la poule aux œufs d'or. Et c'est le Canada entier qui s'en ressent, même le secteur de la fabrication en Ontario car les sociétés pétrolières n'achètent pas de matériel lourd, de camions, d'acier, de pneus ou de cordage; je pourrais poursuivre ainsi indéfiniment.

Prenez le nombre de puits forés au Canada. En 1981, le nombre de ces puits dans le bassin de l'Ouest a chuté à 6,500, alors qu'il était de 9,000 en 1980. Nous avons demandé des explications au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et au ministre des Finances (M. MacEachen). Nous avons voulu savoir pourquoi le gouvernement avait provoqué l'exode des derricks et des compagnies de forage vers les États-Unis et pourquoi des puits avaient été bouchés. Le ministre reconnaît que les choses se sont bel et bien passées de la sorte, mais il prétend que le marché a été à la baisse et que nous ne consommons plus autant de pétrole qu'auparavant. Mais pourquoi les activités de forage aux États-Unis, où la consommation a également baissé, se sont-elles accrues de 20 p. 100 en 1981 par rapport à 1980? Eh bien, c'est pour la bonne raison que les États-Unis pratiquent une politique qui encourage l'expansion du secteur. Ce pays a opté pour sa propre sécurité énergétique. On trouvera donc le pétrole nécessaire à la réalisation du projet américain d'autarcie. Les États-Unis ne compteront sur personne, et pas même sur le Canada.

Nous vivons une époque dangereuse. Nous sommes au bord du précipice. Nous prétendons devenir autarciques, mais nous